

Ce document est une publication en ligne convertie en format PDF par la Bibliothèque de l'Assemblée nationale pour fin de conservation. Certains hyperliens externes contenus dans ce document peuvent être inactifs.

Salle de presse

L'Agro-indicateur - Une amélioration de la conjoncture économique agricole dans un contexte empreint de volatilité

Publié le 3 octobre 2019

Faits saillants

En 2019, les tensions commerciales et géopolitiques internationales pèsent toujours sur la croissance économique mondiale qui devrait atteindre 3,2 % en 2019, par rapport à 3,6 % en 2018. Ce ralentissement de l'activité économique touche la quasi-totalité des régions du monde et les prévisions sont à l'effet qu'il se poursuivra en 2020. Dans ce contexte, plusieurs banques centrales ont conduit une politique monétaire plus expansionniste en abaissant leur taux directeur. Le taux directeur de la Banque du Canada demeure stable à 1,75 % depuis le 24 octobre 2018 et les taux d'intérêt à long terme sont en baisse ce qui constitue une bonne nouvelle pour les entreprises agricoles qui ont connu une hausse inhabituelle de 8 % de leurs dépenses d'exploitation en 2018 comparativement à une hausse des recettes monétaires de 1 %. La conjoncture économique agricole québécoise apparaît fort variable d'une production à l'autre, mais dans l'ensemble le résultat affiché par l'Agroindicateur pour 2019 indique que, si les tendances se maintiennent, le revenu agricole net des producteurs au Québec pourrait atteindre 1,16 milliard de dollars en 2019.

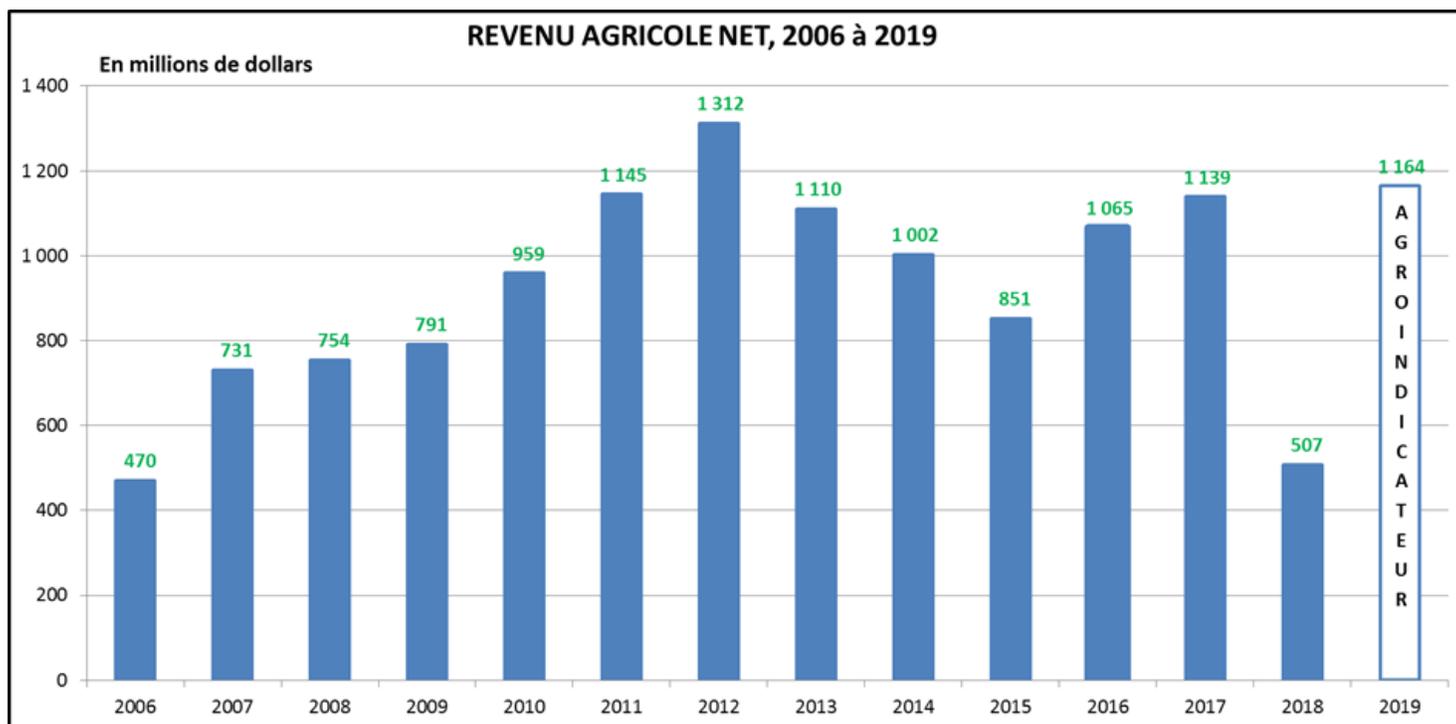
Méthodologie

L'Agroindicateur est un modèle économétrique qui permet d'estimer le revenu agricole net de l'année en cours à partir de variables qui représentent l'économie agricole du Québec. Les recettes monétaires agricoles, les prix des produits agricoles et de certains intrants ainsi que le taux de change font partie des données utilisées pour expliquer la variation du revenu agricole net. Le modèle est mis à jour chaque année afin de reproduire le plus fidèlement possible les données historiques.

Le contexte

L'Agroindicateur laisse présager une remontée du revenu agricole net annuel québécois aux environs de 1,16 milliard de dollars en 2019 ce qui représente une valeur de 15 % plus élevée par rapport à la moyenne de 2011-2018. Cette remontée ne peut mieux tomber suite au résultat de 2018 qui atteignait 0,51 milliard de dollars et correspondait alors à la plus basse valeur enregistrée depuis 2007. La chute importante du revenu agricole net en 2018 s'explique principalement par la hausse de 8 % des dépenses d'exploitation comparativement à une hausse de seulement 1 % des recettes monétaires agricoles incluant les paiements de programmes gouvernementaux. Plus spécifiquement, la hausse des coûts des aliments pour les animaux, de l'intérêt, du carburant et de la main-d'œuvre explique 65 % de l'accroissement des dépenses en 2018. Sur ce chapitre, la stabilité du taux directeur de la Banque du Canada et la diminution du prix du pétrole devraient limiter la croissance des dépenses en 2019 et ainsi contribuer à l'augmentation du revenu agricole net. Il est important de souligner que la prévision fournie par l'Agroindicateur peut être en écart avec le revenu agricole net réel lorsque des changements de tendances surviennent au deuxième semestre de l'année en cours au chapitre des revenus ou des dépenses.

Revenu agricole net, de 2006 à 2019



Revenu agricole au Québec de 2010 à 2018 (en millions de dollars)

Catégories de revenus	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Moyenne 2011-2018
Recettes monétaires - Cultures	2 456	2 730	2 828	2 679	2 726	3 228	3 130	3 214	2 874
Recettes monétaires - Bétail	4 890	4 917	5 035	5 506	5 279	5 155	5 339	5 210	5 166
Recettes monétaires du marché	7 345	7 647	7 863	8 185	8 005	8 382	8 468	8 425	8 040
Paiements de programmes	656	769	506	321	201	393	314	462	453
Recettes monétaires agricoles totales	8 001	8 416	8 369	8 506	8 206	8 776	8 782	8 887	8 493
Dépenses d'exploitation nettes	6 072	6 292	6 479	6 570	6 631	6 740	6 817	7 339	6 618
Revenu net comptant	1 929	2 124	1 890	1 936	1 575	2 035	1 965	1 547	1 875
Revenu net total*	1 145	1 312	1 110	1 002	851	1 065	1 139	507	1 016

- Source : Statistique Canada, tableaux 32-10-0052-01 et 32-10-0045-01 (consultation en août 2019)
- * Revenu net total tenant compte de l'amortissement, de la valeur de la variation des stocks et du revenu en nature

La conjoncture économique

La conjoncture mondiale et canadienne

En 2019, les tensions géopolitiques et les conflits commerciaux internationaux, notamment celui entre les États-Unis et la Chine, ont contribué à une baisse généralisée de la croissance économique mondiale qui devrait atteindre 3,2 % en 2019 par rapport à 3,6 % en 2018. Pour les économies avancées, la croissance du produit intérieur brut (PIB), mesure de l'activité économique, devrait s'établir à 1,7 % tandis que les économies émergentes et en développement devraient enregistrer une croissance de leur PIB de 4,0 %. Pour 2020, la croissance du PIB mondial devrait demeurer stable à 3,2 %, résultat d'une baisse du rythme d'expansion des économies avancées à 1,4 % alors que pour les économies émergentes et en développement, la prévision représente une hausse de 4,3 %.

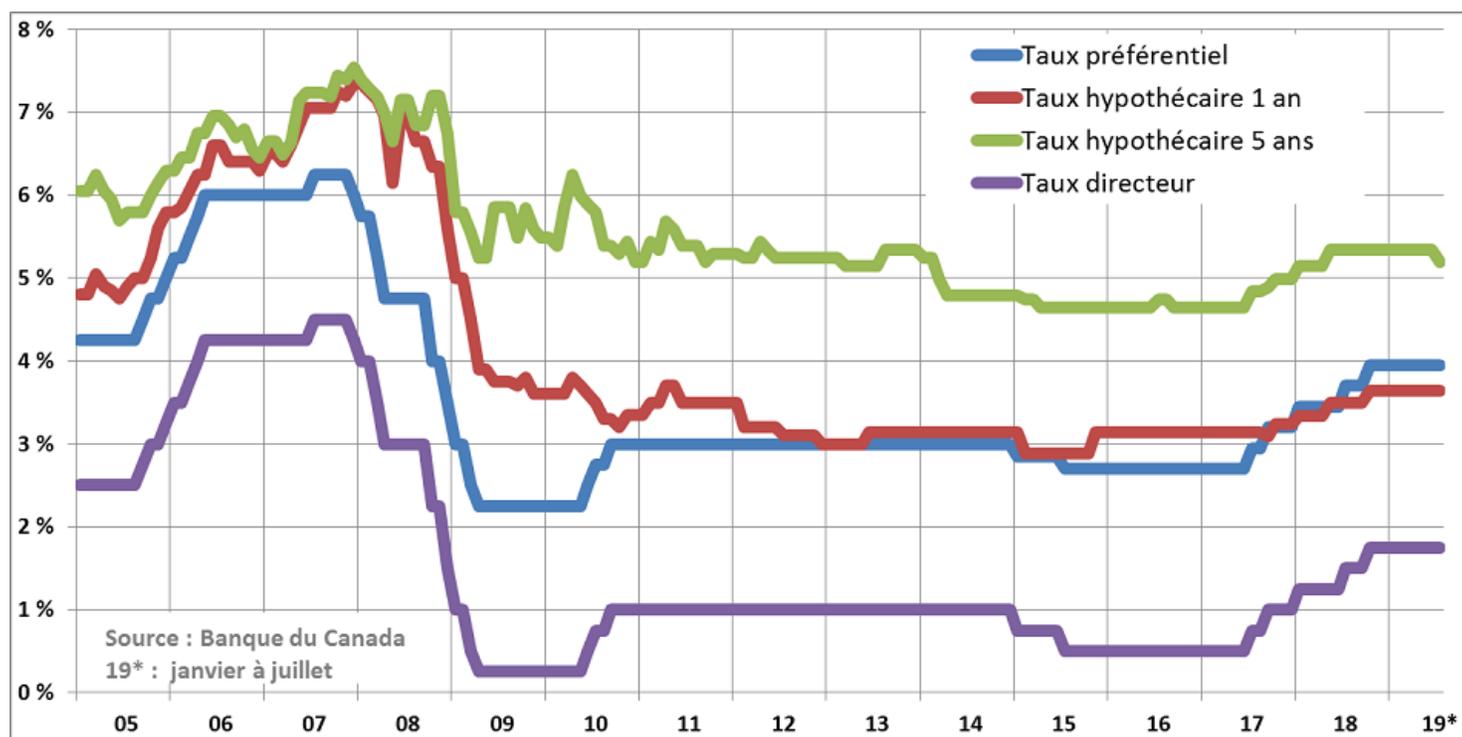
Aux États-Unis, principal partenaire du Québec et du Canada notamment sur le plan du commerce international, la croissance du PIB demeure supérieure à celle des économies avancées avec 2,3 % en 2019 et 1,9 % en 2020. En dépit de la conjoncture économique mondiale, le Québec enregistre également une croissance supérieure de son PIB avec une prévision de 2,2 % en 2019 faisant suite à 2,5 % en 2018. Pour l'ensemble du Canada, la croissance du PIB s'annonce légèrement plus modeste en 2019 à l'instar de 2018 avec respectivement 1,5 % et 1,9 %. La prévision pour l'année 2020 atteint 1,6 % tant au Québec qu'au Canada.

Ce ralentissement de l'activité économique conjugué à des taux d'inflation modérés a poussé plusieurs banques centrales à conduire une politique monétaire plus expansionniste en abaissant leur taux directeur ou, du moins, en optant pour le *statu quo* comme ce fut le cas pour la Banque du Canada (BC).

Incidences sur l'agriculture du Québec

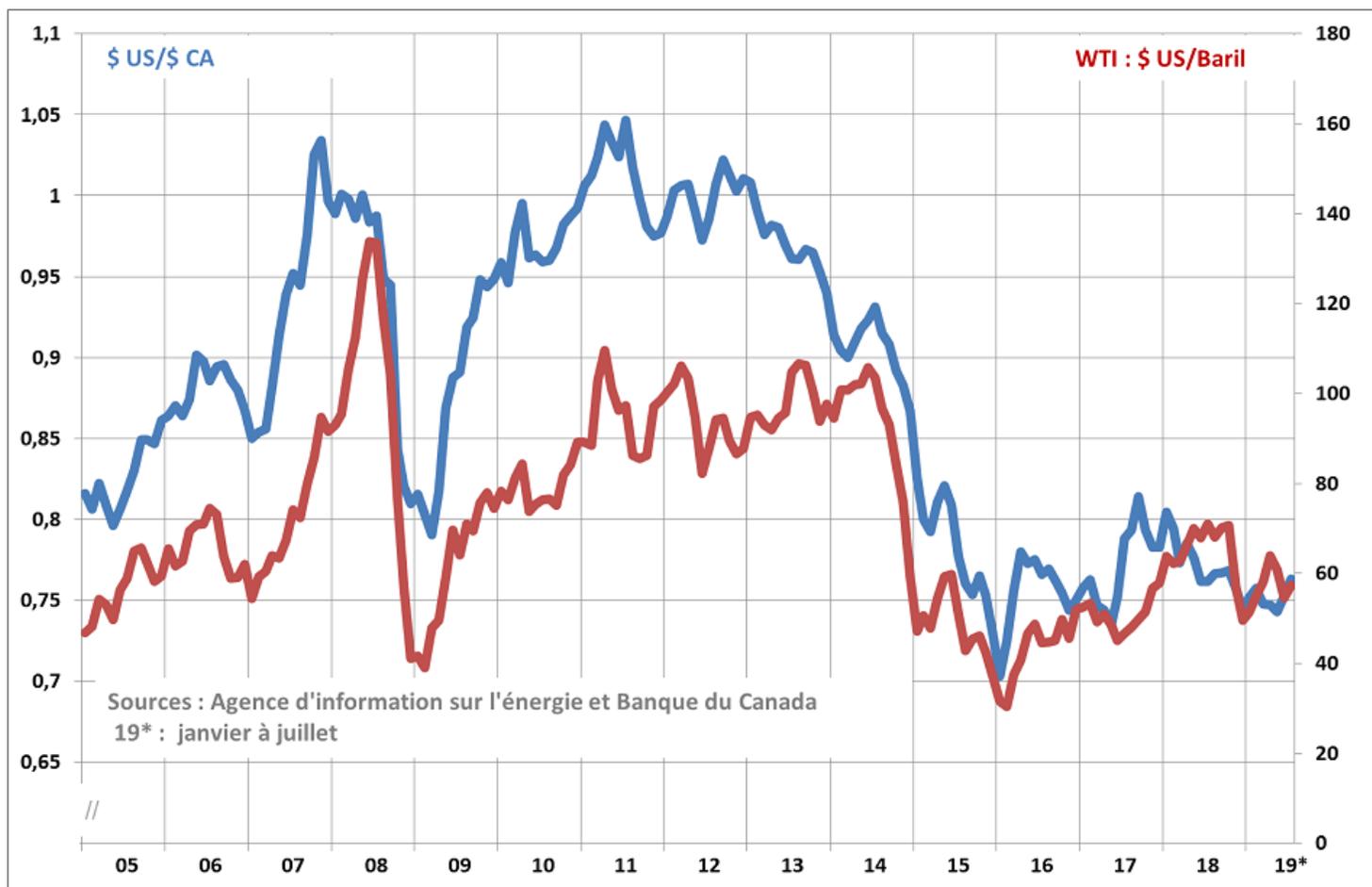
Le taux directeur de la BC demeure stable à 1,75 % depuis le 24 octobre 2018, mais les taux d'intérêt à long terme ont tout de même baissé en 2019 puisque les marchés financiers anticipent une baisse des coûts d'emprunts dans le futur. Ainsi, les entreprises ont la possibilité de bloquer, pour leurs prêts à long terme, des taux qui demeurent historiquement bas.

Taux d'intérêt administrés des banques à charte, 2005 à 2019



Le prix du pétrole et le taux de change de la devise canadienne continuent à favoriser la rentabilité et la compétitivité du secteur agricole canadien et québécois. D'une part, les revenus des produits agricoles canadiens, dont les prix de référence sont fixés sur le marché des États-Unis, s'avèrent plus élevés lorsqu'il faut davantage de dollars canadiens pour établir un prix équivalent en dollars américains. D'autre part, un dollar canadien moins élevé rend les produits agroalimentaires québécois plus compétitifs à la fois sur les marchés étrangers et nationaux. Quant aux bas prix du pétrole, ils favorisent des dépenses moindres en carburant, ils favorisent des dépenses moindres en carburant. En contrepartie, les intrants importés s'avèrent plus coûteux pour les entreprises. Pour 2020, le taux de change devrait se situer à 77 cents et ainsi correspondre à la moyenne de 2017 à 2019.

Taux de change et prix du pétrole, 2005 à 2019



Les productions végétales et animales

Les productions végétales

L'année 2019 marque un nouveau record pour la production acéricole québécoise avec 159 millions de livres (Mlb), dépassant ainsi de 41 Mlb la production de 2018 ou de 7 Mlb celle de 2017 qui correspond à l'ancien record.

En ce qui concerne les grandes cultures, le portrait de la situation apparaît variable selon les productions. Le prix du soya connaît une baisse en raison des stocks relativement importants aux États-Unis résultants d'une guerre commerciale sino-américaine combinée à une offre sud-américaine très abondante et à une faible demande de la Chine, principal importateur mondial. Au Québec, le prix du soya a été en baisse de 6,9 % au cours du premier semestre 2019 par rapport au même semestre de 2018. Dans le cas du maïs, les résultats s'annoncent plus positifs avec une hausse de 7,4 %.

Cependant, une diminution de l'ordre de 9 % de la production québécoise en 2019 est attendue tant pour le soya que le maïs-grain selon Statistique Canada, et ce principalement en raison de rendements inférieurs.

Ratio du stock de clôture sur la consommation totale de maïs et de soya



Les productions animales

En dépit de la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine, qui se poursuit et engendre une pression à la baisse sur le prix de référence américain du porc, au cours du premier semestre 2019, l'indice de prix (IP) du porc au Québec a connu une hausse de 6,2 % par rapport à la même période l'an passé. Toutefois, pour le deuxième semestre, la fermeture actuelle des frontières de la Chine à la viande canadienne rend moins profitable l'ensemble de la filière porcine. L'IP du lait a également connu une hausse de 7,6 %, ce qui est inhabituel pour ce secteur caractérisé par une relative stabilité à l'instar des autres secteurs sous la gestion de l'offre comme la volaille et les œufs. Pour le premier semestre, l'IP du secteur bovin n'a toutefois pas encore repris de croissance.

Indice de prix de certains produits agricoles (IPPA), au Québec, 2010 à 2019

